



Rhône-Alpes

UNIVERSITÉ

LUMIÈRE LYON 2

UNIVERSITÉ DE LYON

GRePS

Groupe de Recherche
en Psychologie Sociale
EA 4163



Etude-action sur les discriminations multifactorielles envers les femmes dans trois quartiers prioritaires lyonnais :

Non/-recours aux offres socio-éducatives et de loisir, place dans l'espace public et ethnicisation des rapports sociaux (de sexe).

Equipe EgalitéTer, sous la direction d'Elise Vinet, laboratoire GRePS, Université Lyon 2
Rapport final rendu à la Ville de Lyon, août 2013.

Synthèse du rapport¹

Mai 2014, par E. VINET

A la demande croisée de la délégation « Egalité femmes-hommes et handicap » et de la délégation « Politique de la ville et logement » de la Ville de Lyon², et sous le pilotage de sa Mission égalité³, une « étude-action sur les discriminations multifactorielles envers les femmes dans des quartiers prioritaires lyonnais »⁴ a été conduite par l'équipe EgalitéTer du GRePS⁵ entre 2012 et 2013. Elle a porté sur trois quartiers classés en politique de la ville dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale 2011-2014⁶. L'étude-action était attendue dans deux fonctions : dresser un état des lieux et fournir des préconisations pour l'action publique.

Elle s'est déployée autour de trois axes principaux : La place des femmes dans l'espace public⁷ (intra et hors quartier) ; Le non/-recours des femmes aux offres socio-éducatives et de loisir proposées sur les quartiers concernés (en particulier au sein des MJC, Centres Sociaux, associations diverses à caractère socio-éducatif et de loisir – culturel et/ou sportif, etc...) ; La mobilisation, sur les questions

¹ Rapport de Recherche intégralement accessible et téléchargeable en PDF à l'adresse suivante : http://recherche.univ-lyon2.fr/greps/IMG/pdf/Rapport_de_Recherche_EgaliteTer_GRePS.pdf

² Délégations respectivement sous l'égide de Thérèse Rabatel et de Louis Lévêque

³ Sous l'égide de Rémy Le Floch, chargé de mission. Responsable de la Mission égalité : Alexandre Kosak

⁴ Titre de l'appel d'offre.

⁵ *Responsable scientifique* : Elise VINET, Maîtresse de conférences en Psychologie Sociale, Laboratoire GRePS (Groupe de Recherche en Psychologie Sociale), EA 4163, Institut de Psychologie, Université Lumière Lyon 2.

Membres de l'équipe de recherche EgalitéTer :

Cynthia CADEL, Chargée d'étude à temps plein sur la recherche, actuellement doctorante au laboratoire GRePS ; Nicolas FIEULAIN, Maître de conférences en Psychologie Sociale, GRePS ;

Colline COLOMBANI, Ingénieure d'étude, diplômée du M2Pro Psychologie Sociale Appliquée, GRePS ;

Arnaud BEAL ; Gaëlle DESCHAMPS ; Elodie LEVASSEUR : Doctorant-e-s au GRePS ;

Elise CHANE SHA LIN ; Morgan CLEMENT ; Stéphanie LAURENT ; Marie-Amandine VERMILLON : étudiant-e-s désormais diplômé-e-s, promotion 2012-2013 du M2Pro PSA, GRePS.

⁶ La Duchère (9^{ème}), Mermoz (8^{ème}) et Le Vergoin (9^{ème})

⁷ La demande portait cependant sur une approche multifactorielle, ce qui a permis d'interroger les usages et la place non pas « des femmes » en général mais d'habitant-e-s dans certaines situations socio-économiques.

d'égalité des sexes, des professionnel-le-s de ces structures ainsi que d'associations plus transversales (traitant des questions d'égalité et/ou de discriminations), lyonnaises voire Rhône-alpines (par exemple Femmes solidaires, la CIMADE, le CRDSU, Fil Action, etc..).

Une démarche qualitative s'inscrivant dans le champ de la triangulation méthodologique (Flick, 1992, Apostolidis, 2006) a été déployée : 180 entretiens ont été conduits au total⁸ auprès d'habitant-e-s, professionnel-le-s des structures et élu-e-s locaux et centraux, couplés à des observations (flottantes puis guidées) et à des déambulations (seul-e-s ou accompagné-e-s par des habitant-e-s, des professionnel-le-s ou des élu-e-s) dans l'espace public ainsi que dans les structures.

De plus, la méthodologie de recherche que nous avons retenue place la participation de l'ensemble des acteurs/trices au cœur de la démarche (Hall & al., 1982). En effet, malgré le temps court imparti à cette étude-action –moins d'un an-, nous l'avons structurée autour de 3 instances collectives allant d'un degré institutionnel (commanditaires et élu-e-s) à celui d'une participation élargie via un comité de suivi (ouvert à tou-te-s, professionnel-le-s et habitant-e-s des quartiers mais également aux acteurs/trices transversaux/ales) visant à questionner régulièrement au cours de l'étude la pertinence des pistes d'analyse dégagées et à engager un mouvement de réflexion partagée. Cette participation voulue s'ancre dans une vision d'habitant-e-s et de professionnel-le-s « ressources » (Desjours, 1995 ; Backé & Mechmache, 2013) et dans une sollicitation de leurs capacités et expertises en tant que sujets (et non objets) d'étude ainsi que de leur potentiel de créativité (Agger, 1992) notamment pour penser les actions futures les concernant directement.

Méthodologiquement toujours, l'étude a opté pour une approche intersectionnelle (cf. notamment Bilge, 2009) des discriminations afin de rendre compte de certains effets des inégalités socio-économiques qui traversent et structurent la société française et s'incarnent à l'échelle des quartiers au travers de représentations, pratiques, vécus et ressentis discriminatoires parfois spécifiques et parfois transversaux à l'ensemble du corps social. Cette approche s'est avérée particulièrement féconde et mobilisable pour étudier les discriminations multifactorielles dans le cadre d'une analyse des politiques publiques. L'analyse intersectionnelle permet en effet de penser les rapports sociaux de sexe, de classe, de « race » (au sens d'un construit social), d'âge, etc. et leurs effets non pas de façon séparée ou encore cumulative, mais bien dans leur mouvement circulaire de co-constitution et d'intersection (Poiret, 2005), permettant de rendre compte de la complexité des liens sociaux et des constructions identitaires en jeu.

Enfin, l'étude-action a donné lieu à la production d'un rapport fin aout 2013, ainsi qu'à de nombreux temps de restitutions auprès des commanditaires, d'élu-e-s locaux/ales et centraux/ales, de représentant-e-s de l'Etat en région, de représentant-e-s de la région Rhône Alpes, de représentant-e-s d'associations, de chargé-e-s de territoires, de professionnel-le-s des structures socio-éducatives et de loisir des quartiers concernés. Une restitution auprès des habitant-e-s est en cours de préparation, elle prendra la forme fin 2014 d'une théâtralisation⁹ du rapport de recherche qui sera jouée sur les quartiers concernés et ponctuellement sur l'ensemble du territoire lyonnais et Rhône alpin.

⁸ Pouvant être individuels ou collectifs, formels ou informels selon les conditions de terrain, dont 80 individuels formels.

⁹ La théâtralisation du rapport de recherche a été proposée et est conduite par le Théâtre du Grabuge (Lyon 8^{ème}), en partenariat avec le GRePS et fait l'objet de subventions *ad hoc*.

<http://www.theatredugrabuge.com/compagnie.php>

Etat des lieux et préconisations

L'étude a révélé dans l'ensemble un intérêt des professionnel-le-s des structures socio-éducatives et de loisir sur les enjeux de l'égalité des sexes et des genres ; une prise souvent quotidienne avec ces questions -bien que pas toujours conscientisée- ; la mise en place créative de stratégies innovantes pour les traiter dans certaines structures ; mais aussi parfois des sentiments d'impuissance, ou encore d'isolement voire d'épuisement. Ces sentiments sont liés à de multiples facteurs, parmi lesquels nous recenserons ici un besoin de reconnaissance et de soutien d'équipe intra-structure mais aussi de la part des instances politiques ; un manque de temps d'échanges et *in fine* de vision partagée dans les structures autour des fonctions centrales et périphériques des offres, ce qui s'accompagne d'un flottement concernant la place de l'égalité femmes-hommes ; un besoin d'interconnaissance (entre professionnel-le-s locaux/ales, entre acteurs/trices d'associations transversales, entre les premier-e-s et les second-e-s) auxquels l'étude s'est notamment attelée mais dont le long travail de mise en lien reste à poursuivre.

Dans l'état des lieux qu'elle a dressé concernant la participation des femmes à la vie du quartier au travers de leur investissement dans les offres socio-éducatives et de loisir, l'étude a souligné la richesse des offres sur les trois quartiers et la participation active des femmes à ces offres. En revanche, la recherche a mis au jour d'autres effets indiquant que si les femmes investissent largement les responsabilités (par exemple au sein des conseils d'administration des structures), en revanche les membres des CA partagent souvent une même situation socio-économique (la moins défavorisée) sur les quartiers, et ce quel que soit leur sexe. Ici encore, l'approche intersectionnelle a permis de mettre en visibilité ce qu'une simple approche sexuée des rapports sociaux aurait masqué. Des préconisations ont été formulées afin de favoriser la participation d'habitant-e-s dans d'autres situations socio-économiques –et notamment de femmes- aux CA des structures.

Par ailleurs, si les filles et les adolescentes, ainsi que les femmes adultes, participent largement aux offres¹⁰, en revanche, les grands absents sont les hommes adultes, dont la disparition des dispositifs se situe à l'intersection d'une part d'un non-recours des hommes par non-demande (Warin, 2011), cette dernière étant liée notamment à une méfiance et défiance envers les institutions, et d'autre part d'un impensé institutionnel, hormis quelques rares initiatives consistant à aller chercher les (jeunes) hommes où ils sont, via des pratiques de « *l'aller vers (outreach)* » (Baillergeau et Bellot, 2007). (Re)penser la participation des (jeunes) hommes aux dispositifs demande alors dans un premier temps de « penser » les besoins d'émancipation des hommes et donc de déconstruire une vision post-coloniale (Hancock, 2008) très présente sur les terrains investigués. Héritée d'un croisement de sexisme et de racisme, cette vision archétypise et réduit les discriminations envers les femmes en France à la figure de « la femme immigrée musulmane vivant dans un quartier populaire » qui serait à émanciper avec ou contre son gré (Guénif-Souilamas, 2004b), tandis que les (jeunes) hommes seraient soit autonomes soit oisifs ou encore « dangereux », éléments de la figure du *garçon arabe* développée par Guénif-Souilamas & Macé (2004).

Cette ethnicisation des rapports sociaux a été très largement rencontrée sur les terrains auprès de divers interlocuteurs/trices. Opérant un glissement de la question sociale à la question raciale

¹⁰ Soulignons ici les effets des efforts déployés ces dernières années par les structures et la Ville, afin de faire revenir les filles dans les dispositifs, même si les moyens mis en œuvre peuvent paradoxalement contribuer à rigidifier les rôles de chacun-e via la mise en place d'activités stéréotypées. Par ailleurs, la bonne participation des adolescentes contraste ici avec la disparition des adolescentes des dispositifs dans la communauté de Bordeaux, pointée par l'étude Maruejols & Raibaud (2012), cf. bibliographie.

(Fassin & Fassin, 2006), elle ancre une problématique (celle liée aux violences sexistes et sexuelles) dans une « culture » spécifique (magrébine et plus largement dans la religion musulmane) et dans un territoire spécifique (celui des quartiers en politique de la Ville). Cette ethnicisation produit plusieurs effets : un masquage du sexisme structurel de la société dans son ensemble, y compris des violences agies et subies par et dans d'autres classes sociales, ce qui contribue donc à invisibiliser son caractère systémique (Mabrouk & Berkani, 2003) ; une cécité sur les inégalités socio-économiques générant les situations des habitant-e-s des territoires CUCS ; une dépolitisation des rapports sociaux et particulièrement de sexe par l'ethnicisation de ces rapports ; *In fine*, la stigmatisation d'une catégorie sociale déjà largement défavorisée, modulant les vécus discriminatoires des personnes ainsi « racisées » par la société mais générant aussi, parfois, différentes formes de résistance des stigmatisé-e-s, pouvant s'exprimer par exemple dans le non-recours aux offres des structures. Enfin, nous avons formulé dans ce cadre un certain nombre de préconisations pour l'action publique et rejoignons les vœux de Clair et Descoutures (2009) quant à l'avènement de recherches trans-sociales (et non pas seulement en territoires dits « prioritaires ») sur les questions d'in-/égalités sexué-e-s.

Nous avons d'autre part souligné une autre facette de l'enjeu relatif à la prise en compte de la situation des hommes dans l'étude des discriminations envers les femmes : resituer les analyses dans le cadre de la dialectique des rapports sociaux de sexe. En effet, les positions des *un-e-s* sont en déterminé-e-s par celles des *autres*, sur la base notamment des ressources matérielles et symboliques, de la construction et enfin de la valeur accordées socialement à chaque catégorie.

Par ailleurs, la forte participation des femmes aux offres proposées a révélé certains effets émancipatoires tels que l'acquisition de ressources socio-économiques et culturelles ou l'acquisition de ressources vis-à-vis des rapports sociaux de sexe. L'étude a montré que ces effets sont souvent conditionnés par certains temps de non-mixité « de fait » des groupes : le temps d'une activité spécifique, l'*entre-soi* des femmes offre en effet dans de nombreux cas un espace rare où ces dernières peuvent s'extraire, temporairement et en partie, des rapports de domination sexués, partager des expériences, libérer la parole et faire le constat de certaines destinées communes inexprimables par ailleurs. L'étude a ainsi souligné que la mixité comme *moyen* n'est pas forcément le seul chemin vers la mixité comme *objectif*, et que ses effets peuvent parfois constituer une nouvelle forme de violence symbolique et réelle si la mixité comme *moyen* n'est pas pensée et accompagnée. En effet, comme le soulignent Marro & Vouillot (2004), la mixité n'est qu'un état et nécessite un processus, une pédagogie (la co-éducation) pour être mise en œuvre, problématisée et accompagnée. Des formations à la mixité et à l'égalité femmes-hommes (Vinet, 2012) à destination des professionnel-le-s ont été préconisées, incluant une forte composante participative pouvant prendre la forme d'une analyse de la pratique ou encore de l'outil théâtre-forum¹¹, déjà expérimenté par les centres sociaux du 8^{ème} arrondissement lyonnais dans le cadre de leur projet commun égalité femmes-hommes. Par ailleurs, de nombreuses activités très stéréotypées reproduisent souvent des normes de genre sans toujours fournir aux individu-e-s qui le souhaiteraient des outils pour les dépasser ou déjà pour les questionner. Des préconisations ont également été élaborées en ce sens, concernant notamment le cadrage genré des messages autour des activités.

Enfin, la partie de l'étude consacrée à la place des femmes dans l'espace public a révélé certaines dynamiques assez classiques telles qu'un transit majoritairement féminin dans un espace

¹¹ Voir les enjeux d'émancipation des femmes par le théâtre de l'opprimé/théâtre forum développés notamment dans la thèse de Karabekir (2004), cf. bibliographie.

profondément masculin où les femmes, mais aussi les hommes contrevenant aux attentes de genre, font l'objet d'un contrôle social prenant notamment la forme de multiples rappels à l'ordre sexués (Lepoutre, 1997), et ceci particulièrement à l'adolescence (Faure, 2005). Nos préconisations jouent sur différents leviers (Huning, 2013¹²): visibiliser et valoriser la place des femmes dans l'espace public ; réinvestir en partie les lieux traditionnellement masculins (par exemple, via un café social) ; moduler les fonctionnalités des lieux traditionnellement féminins (par exemple, les squares pour enfants¹³) ; accompagner les hommes pour qu'ils investissent d'autres espaces, et notamment les offres socio-éducatives et de loisir ; et enfin, troubler les frontières entre le public et le privé -via des aménagements architecturaux comme les zones de frontage (Soulier, 2012)- pour troubler les rôles de genre, réintroduire du mouvement et de l'interstice dans des espaces et des interactions sociales très codifié-e-s, mais également pour favoriser l'appropriation de ces espaces par les habitant-e-s et replacer la participation au cœur des quartiers. Comme le souligne Clémence Back, cité par Soulier (*ibid*, p. 102) : « *Il faut lier la construction sociale à la construction de l'espace* ». Le moment est actuellement plutôt propice à ces (ré)aménagements en particulier sur deux quartiers, au sens où les bastions territoriaux classiques des hommes (cafés, lieux de centralité du quartier, halls et coursives, etc.) ont été et/ou sont en partie ébranlés par la rénovation urbaine. Il s'agit donc de penser, dans la lignée des travaux de Bronheim, Magrab et Crowel (1999) et de Klein et al (2010) les conditions de constitutions d' « empowerment zones » ou de « quartiers ressources », reposant avant tout sur une démarche politique non pas basée sur la défaillance imputée aux individu-e-s mais bien au contraire sur une vision des personnes comme ressources (Desjours, 1995).

Bibliographie de la synthèse

Agger, B. (1992), *The Discourse of Domination: From the Frankfurt School to Postmodernism*, États-Unis, Illinois, Evanston, Northwestern University Press.

Apostolidis, T. (2006). Représentations Sociales et Triangulation: Une Application en Psychologie Sociale de la Santé. *Psicologia: Teoria e Pesquisa* Vol. 22 n. 2, pp. 211-226

Backé, M.-H. & Mechmache, M. (2013). *Pour une réforme radicale de la politique de la ville. Ça ne se fera plus sans nous. Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*. Rapport à François Lamy, ministre délégué chargé de la ville.

Baillergeau, E. et C. Bellot (dir.) (2007). *Les transformations de l'intervention sociale entre innovation et gestion des nouvelles vulnérabilités ?*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec.

Bilge, S. (2009). Théorisations féministes de l'intersectionnalité. *Diogenes*, n° 225, p. 70-88

Bronheim, S., P. Magrab et R. Crowel (1999). *L'exclusion sociale aux États-Unis : vers des solutions au niveau des collectivités locales*,

<http://concoursfpt.unblog.fr/files/2007/06/exclusionsociauxusolutionscollectiviteslocales.pdf>

Clair, I. & Descoutures, V. (2009). *Filles et garçons d'un quartier populaire parisien*. Rapport final de recherche. Financement Délégation à la Politique de la Ville et à l'Intégration, Mairie de Paris et le Centre National de la Recherche Scientifique.

Desjours, C. (1995). *Le facteur humain*, PUF, Paris, 5^e éd. 2010..

Fassin, D. & Fassin, E. (2006) eds. *De la question sociale à la question raciale*. Paris, La Découverte

¹² L'auteure souligne les effets positifs et les limites de trois approches de la planification urbaine sous l'angle du genre : la planification urbaine ciblée sur certains groupes ; la prévention des pratiques urbanistiques discriminatoires ; l'approche urbanistique performative et multi-optionnelle.

¹³ Permettant en particulier aux femmes de retrouver une forme de contrôle social par le contrôle visuel, leur octroyant ainsi la possibilité de « voir en étant vues », élément de sécurisation des femmes souligné par le rapport de Sophie Paquin (2003), cf. bibliographie.

Faure, S. (2005). *Rapports sociaux de sexe dans un grand ensemble HLM en transformation. La sexualité de la vie quotidienne et les arrangements de sexe de l'adolescence*. Rapport final de recherche. Financement Fasild.

Flick, U. (1992). Triangulation Revisited : Strategy of Validation or Alternative ? *Journal for the Theory of Social Behavior*, 22(2), 175-197.

Guénif-Souilamas, N. & Macé, E. (2004). *Les féministes et le garçon arabe*. La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube.

Guénif-Souilamas, N. (2004b), "La Française voilée, la beurette, le garçon arabe et le musulman laïc. Les figures assignées du racisme vertueux", 109-132 in N. Guénif-Souilamas (ed), *La République mise à nu par son immigration*, Paris, La Fabrique

Hall, B., Gilette, A. & Tandon, R. (dir.) (1982), *Creating Knowledge: a Monopoly?*, New Delhi, Society for Participatory Research in Asia.

Hancock, C. (2008). Décoloniser les représentations: esquisse d'une géographie culturelle de nos "Autres", *Annales de géographie*, n° 660-661.

Huning, S. (2013) « Intégrer le genre à la planification urbaine », *Métropolitiques*, traduit par Alice Delarbre. <http://www.metropolitiques.eu/Integrer-le-genre-a-la.html>

Karabekir, J. (2004). *Performance As a Strategy for Women's Liberation: The Practices of the Theatre of the Oppressed in Okmeydanı Social Center*. Thesis Submitted to the Institute for Graduate Studies in Social Sciences in partial satisfaction of the requirements for the degree of Master of Arts in Sociology.

Klein, J.-L. et autres (2010). Les conditions de réussite des initiatives locales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion qui mobilisent les ressources de l'économie sociale, *Cahiers du CRISES*. <https://www.erudit.org/bitstream/003699dd/1/ET1002.pdf>

Lepoutre, D. (1997), Cœur de banlieue. Codes, rites et langages. *Revue française de sociologie*, vol. 39, n° 3

Mabrouk, D., & Berkani, L. (2003). Violences sexuelles dans les banlieues. *Manière de voir, Femmes rebelles*, n° 68.

Marro, C & Vouillot, F. (2004). Quelques concepts clés pour penser et former à la mixité. *Carrefours de l'éducation*, 17, 2-21.

Maruejols, E. & Raibaud, Y. (2012). Filles/Garçons : l'offre de loisirs : Asymétrie des sexes, décrochage des filles et renforcement des stéréotypes. *Ville Ecole Intégration*. n° 167, p. 86-91.

Paquin, S. (2003). *Guide d'aménagement pour un environnement urbain sécuritaire*. Montréal: Programme Femmes et Ville.

Poiret, C. (2005). Articuler les rapports de sexe, de classe et interethniques, quelques enseignements du débat nord-américain, *Revue européenne des migrations internationales*, 21-1.

Soulier, N. (2012). *Reconquérir les rues. Exemples à travers le monde et pistes d'actions*. Ulmer, Paris

Vinet, E. (2012). La formation des adultes à l'égalité des sexes : pistes réflexives et pratiques. *Questions d'Orientation*, 3, 91-102.

Vinet, E. & al. (2013). *Etude-action sur les discriminations multifactorielles envers les femmes dans trois quartiers prioritaires lyonnais : non-/recours aux offres socio-éducatives et de loisir, places dans l'espace public et ethnicisation des rapports sociaux (de sexe)*. Equipe EgalitéTer, Laboratoire GRePS, Université Lyon 2. Rapport rendu à la Ville de Lyon.

http://recherche.univ-lyon2.fr/greps/IMG/pdf/Rapport_de_Recherche_EgaliteTer_GRePS.pdf

Warin, P. (2011). La participation citoyenne dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale questionnée par le non-recours à l'offre publique, *Télescope*, vol. 17, n° 1, p. 116-134